

La contribution des économies post-socialistes à la diversité du capitalisme

Éric Magnin

INTRODUCTION

La fin du système socialiste scelle la victoire du capitalisme, aime à rappeler Michel Albert (1991). Une victoire qui laisse à présent, d'après l'auteur, le champ libre à une concurrence entre deux modèles polaires : le capitalisme anglo-saxon et le capitalisme germano-nippon. Mais la transformation post-socialiste décèle bien des surprises. Elle accroît la variété du capitalisme. À la diversité des économies capitalistes occidentales répond désormais celle des économies post-socialistes. Cette diversité n'est pas nouvelle. Elle était déjà présente au sein du Bloc de l'Est. La transformation post-socialiste semble néanmoins donner plus d'éclat à une hétérogénéité renouvelée. Mais au-delà de la diversité des trajectoires nationales, des tendances communes se dessinent. Ces dernières reposent notamment sur l'héritage du système socialiste et un certain mimétisme institutionnel destiné à rapprocher les économies est-européennes de leurs modèles occidentaux. Ces caractéristiques communes permettent d'identifier, dix ans après la chute du mur de Berlin, un nouveau modèle économique, le « capitalisme post-socialiste émergent », aux formes nationales différenciées. Cette nouvelle configuration est, en premier lieu, un capitalisme d'*Europe du centre-est*, car cette zone géographique regroupe les économies en transition les plus « avancées » et la plupart des candidats à l'intégration dans l'Union Européenne. Les États baltes peuvent sans doute, dès à présent, être rattachés à ce modèle. Quant aux pays d'Europe du sud-est, il

faudra sans doute plus de temps, même s'il reste difficile d'émettre des pronostics, tant la transformation est encore incertaine dans ces pays. En revanche, la Russie et, d'une manière générale, la CEI suivent une autre voie. De même, la Chine s'inscrit dans une trajectoire qui lui est spécifique. En second lieu, ce « nouveau modèle » est un capitalisme *post-socialiste et émergent*, car, si on admet l'hypothèse somme toute raisonnable qu'il s'agit là de capitalisme¹, il reste néanmoins marqué, une décennie après son effondrement, par l'héritage du système socialiste et le sous-développement de certaines institutions canoniques du capitalisme contemporain.

Ce capitalisme singulier mais néanmoins pluriel dans ses formes nationales n'a pas encore atteint le niveau de développement de ses aînés. Néanmoins, la perspective de rejoindre l'Union européenne est désormais, pour certains pays, une réalité plus concrète. Dans un scénario d'évolution envisagé dans la présente contribution, le capitalisme post-socialiste émergent pourrait tendre vers une forme de capitalisme étatique, bien représentée en Europe du Sud (France, Espagne, Italie), dont certaines caractéristiques dénotent une lointaine parenté. Toutefois, l'attraction du capitalisme anglo-saxon sur les économies post-socialistes est également puissante. Les niveaux d'analyse privilégiés ici sont donc les suivants : le niveau, d'une part, des « grands types-idéaux » de capitalismes contemporains (anglo-saxon, social-démocrate, etc.) et, d'autre part, celui des formes nationales concrètes que revêtent ces modèles génériques, caractérisées par des formes institutionnelles et organisationnelles spécifiques sous-tendant des dynamiques économiques propres. Dans un premier temps, l'analyse des trajectoires nationales en Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie, au cours de la décennie 1990, conduit à mettre en évidence de manière inductive le capitalisme post-socialiste émergent. Dans un second temps, une comparaison avec les principaux modèles de capitalisme occidentaux est amorcée, en soulignant la force d'attraction des deux pôles évoqués précédemment, le capitalisme étatique et le modèle anglo-saxon.

1. DIVERSITÉ DES TRAJECTOIRES NATIONALES ET UNITÉ DU CAPITALISME ÉMERGENT EN EUROPE CENTRALE POST-SOCIALISTE

Les économies socialistes ne constituaient pas un ensemble homogène. Cette diversité ne s'est pas démentie au cours de la transformation post-socialiste (tableau 1). Elle exprime la combinaison propre à chaque pays d'éléments institutionnels hérités et de nouvelles institutions mises en place par les différents gouvernements suivant le modèle des économies développées. Mais cette diversité s'inscrit dans un cadre commun qui reflète à la fois le poids du

1. Sur ce point, on peut se reporter à la contribution de J. Kornai dans cet ouvrage.

passé et les mutations du présent. Diversité et unité témoignent ainsi de la formation d'un nouveau modèle économique.

Une transformation post-socialiste aux multiples visages : les expériences hongroise, polonaise, tchèque et slovaque

Jusqu'en 1995, *le modèle hongrois* reste marqué par la persistance du paternalisme de l'État envers les ménages et les organisations, qui se traduit par un niveau élevé de redistribution du revenu (centralisation du passif des entreprises, pression fiscale importante) et de protection des agents (régime de protection sociale universelle, aide financière aux entreprises). Comme le souligne J. Kornai (1997), il s'agit d'une tendance longue qui caractérise la politique économique hongroise depuis le début des années 1960. D'après l'économiste hongrois, les événements de 1956 ont incité le gouvernement Kádár à apaiser les tensions socio-politiques en protégeant le niveau de vie de la population, politique poursuivie depuis. Un penchant marqué pour les réformes est une autre spécificité nationale qui s'inscrit dans l'histoire du socialisme « à la hongroise ». Celles-ci représentent un processus continu depuis 1968. Au début des années quatre-vingt-dix, la Hongrie est ainsi plus « avancée » sur la voie de la transformation qu'aucun autre pays d'Europe centrale et orientale. Cette tradition réformiste et d'ouverture vers l'Ouest lui a sans doute gagné la confiance des investisseurs étrangers. La Hongrie est en effet devenu le principal pays de destination des capitaux étrangers en Europe de l'Est. Cet afflux de capitaux a permis à la Hongrie de rembourser une partie d'une dette extérieure élevée, qu'elle a choisi, à la différence de la Pologne, de ne pas renégocier. La stratégie de privatisation par vente des actifs a entraîné la création d'un grand nombre de sociétés à capitaux étrangers concentrées dans certains secteurs (alimentation, automobile, télécommunication, produits pharmaceutiques et chimiques, etc.). Mais la structure de détention du capital post-socialiste est aussi marquée par la « privatisation spontanée » amorcée dès 1987. De ce processus, qui s'est poursuivi sous une forme légale après 1990 et qui n'exclut pas le précédent, est issue une forme de propriété originale impliquant entreprises, banques et organismes publics. Elle est associée à l'existence de relations de réseau entre les participants et tend, au cours de sa première moitié des années 1990, à faciliter le financement des grandes entreprises industrielles par les banques avec la garantie de l'État. Des restructurations en profondeur pouvant être ainsi reportées, le compromis implicite entre managers et salariés se trouve conforté, d'autant plus que l'État s'attache alors à limiter la baisse des salaires réels et des revenus. Toutefois, la compétitivité des entreprises s'améliore peu au cours de la période, en dehors du secteur bénéficiant de l'apport de capitaux et de compétences étrangers. Les déficits courant et budgétaire se creusent, la croissance ne décolle pas, alors que la dette extérieure reste très élevée. Dans ces conditions, les pressions inflationnistes persistent, de même que la pression fiscale, cette dernière encourageant le développement de l'économie informelle

**Tableau 1 : La diversité des trajectoires nationales en Europe centrale
post-socialiste (1990-1997)**

Voir *Annexe*

Ainsi, en dépit d'une relative compatibilité mutuelle entre institutions, la dynamique économique hongroise n'est guère vertueuse jusqu'en 1995.

En 1995, l'adoption d'un programme de stabilisation et la volonté d'accélérer la privatisation des entreprises et des banques conduisent à une inflexion de la trajectoire hongroise. Ce programme repose en effet sur trois axes principaux : une baisse des dépenses publiques, une dévaluation du forint ainsi que l'introduction d'une surtaxe à l'importation, une diminution des salaires réels. Cette politique a permis d'assainir la situation économique hongroise² 1997 marque le retour de la Hongrie sur une trajectoire de croissance plus vertueuse.

Le secteur d'État reste très important dans *le modèle polonais*, près de 35% du PIB en 1998. Les privatisations progressent en effet lentement en raison de leur caractère conflictuel et des changements successifs de gouvernement. Un grand nombre d'entreprises moyennes sont cependant rachetées par leurs salariés. En conséquence, un secteur privé de PME se développe rapidement, tandis que l'économie parallèle reste importante. Les grandes entreprises d'État se trouvent ainsi confrontées au développement de la concurrence nationale et étrangère. Les plus exposées se voient contraintes de restructurer leurs unités de production afin d'améliorer leur compétitivité. En dépit de la forte pression sociale et du poids de syndicats revendicatifs quoique divisés, l'État pratique un interventionnisme contenu mais demeure l'agent central de l'économie. D'un côté, il soutient, au cours de la décennie quatre-vingt-dix, un certain nombre d'entreprises en difficulté en tolérant par exemple quelques arriérés d'impôts, de l'autre il met en œuvre des programmes contestés de restructuration dans certains secteurs-phares de l'industrie socialiste (chantiers navals, sidérurgie, secteur minier, etc.). De même, il impose dès 1993 des conditions strictes à la restructuration financière des banques et des entreprises : échéancier précis, recapitalisation unique, réglementation prudentielle renforcée, refus d'une remise globale des dettes, non-intervention dans les procédures de conciliation entre banques et entreprises. Ces mesures ont ainsi permis de durcir la relation de crédit et d'améliorer la discipline financière des entreprises. Cette attitude prévaut également sur le marché financier où une réglementation rigoureuse contribue à l'organisation d'un marché financier embryonnaire mais relativement transparent. De même, il encourage le développement de la concurrence entre les grandes banques publiques. La politique des prix, des salaires et de l'emploi, ainsi qu'une politique sociale relativement chaotique, semblent dans l'ensemble difficilement conciliables avec le compromis socio-économique entre managers et salariés institué dans les grandes entreprises, qui

² Le redressement s'est opéré au prix d'une chute des salaires réels de 16% en deux ans et d'une stagnation de la croissance.

visé à obtenir du gouvernement un relâchement de la contrainte budgétaire pour maintenir l'emploi et les salaires (Magnin, 1996b).

La configuration institutionnelle et organisationnelle de la Pologne post-socialiste semble présenter dans ces conditions un moindre degré de cohérence. Néanmoins, elle sous-tend une dynamique économique relativement vertueuse. La Pologne affiche en effet un taux de croissance entre 5 et 7% de 1994 à 1999 et est le premier pays en transition à retrouver en 1996 son niveau de PIB de 1989. Un cercle vertueux de croissance reposant sur des gains de productivité, une hausse des salaires réels et des revenus et finalement la croissance de la demande intérieure et des exportations, semble s'être mis en place.

L'État conserve le rôle principal dans *le modèle tchèque* de capitalisme post-socialiste, malgré les orientations libérales affichées du gouvernement de V. Klaus au début des années quatre-vingt-dix. Le programme de privatisation de masse et la création consécutive d'un marché financier devaient être les instruments privilégiés d'une transition rapide vers l'économie de marché. En définitive, il a conduit à la formation d'une structure de détention du capital « enchevêtrée » (Chavance, Magnin, 1996), dans laquelle les banques d'État contrôlent des fonds d'investissements devenus propriétaires des entreprises d'État. L'État reste donc propriétaire, d'une manière directe et indirecte, d'une partie du capital des principales entreprises et banques. Ces relations de propriété facilitent l'accès des grandes entreprises au crédit bancaire, avec le soutien de l'État, ralentissant ainsi le durcissement de leur contrainte budgétaire et leur restructuration, comme en témoigne le faible niveau du chômage par rapport aux autres pays d'Europe centrale. Le marché financier, quant à lui, est multiple et peu transparent, l'essentiel des transactions étant réalisées en dehors des marchés officiels. La politique des salaires, des prix et de l'emploi, de même qu'un régime de protection sociale accommodant, ont permis de soutenir, jusqu'en 1997, une forme de compromis socio-économique post-socialiste entre managers et salariés associant continuité dans l'emploi contre salaires faibles à court terme. Le modèle tchèque témoigne alors d'une certaine compatibilité entre institutions, dans le cadre d'une combinaison originale entre libéralisme et sociale-démocratie. Cette configuration a sous-tendu une dynamique économique relativement vertueuse jusqu'en 1996, associant dynamisme des exportations³ et de la demande intérieure, faibles coûts salariaux, qualification de la main-d'œuvre, chômage faible, inflation maîtrisée, équilibre budgétaire. Toutefois, le modèle tchèque semble se gripper en 1997. L'appréciation de la monnaie nationale dans un régime de change fixe, l'augmentation des salaires réels et le caractère limité des restructurations dans l'industrie conduit à une baisse de la compétitivité des entreprises qui explique l'aggravation du déficit extérieur. La République tchèque doit alors faire face à une crise économique et

3. Ce dynamisme des exportations est impulsé par une forte dévaluation de la couronne au début des années quatre-vingt-dix.

financière en 1997 et se voit contrainte d'adopter des mesures de stabilisation et d'accélérer les réformes structurelles, à l'instar de la Hongrie deux ans plus tôt. Ces mesures entraînent un ralentissement de l'activité économique.

La dissolution de la Tchécoslovaquie pouvait faire craindre le pire pour *la Slovaquie*. Celle-ci était en effet généralement considérée comme la partie la moins avantagée de l'ancienne fédération, avec une industrie lourde surdimensionnée, très concentrée dans quelques très grandes entreprises, peu de ressources naturelles et une spécialisation plus orientée vers l'ex-URSS que ses voisins. 1993, l'année de la séparation, est effectivement très difficile pour la nouvelle république sur les plans économique et administratif. Mais depuis, la Slovaquie affiche de surprenantes performances macroéconomiques qui contrastent avec le faible progrès des réformes structurelles. Depuis la partition de l'ex-Fédération, la Slovaquie a suivi une trajectoire relativement différente de celle de la République tchèque. Elle semble en effet plus marquée que ses voisins par la transformation du pouvoir politique de l'ancienne élite en pouvoir économique dans la première moitié des années quatre-vingt-dix. Cette évolution, spontanée en Pologne à la fin des années quatre-vingt mais rapidement dénoncée et arrêtée (Staniszkis, 1991), apparaît intentionnelle et encouragée en Slovaquie. La privatisation est l'instrument privilégié de ce processus d'appropriation du capital par l'ex-nouvelle élite. La privatisation de masse, engagée dans l'ex-Tchécoslovaquie en 1991 et poursuivie en République tchèque après la partition, est interrompue en Slovaquie en 1994 après le retour au gouvernement du parti de W. Meciar (le HZDS). Elle est remplacée par la vente des entreprises aux managers proches du pouvoir politique à des conditions préférentielles, ces derniers ne souhaitant pas perdre le contrôle de leurs entreprises en cas de dispersion de la propriété du capital. Dans ces conditions, l'investissement direct étranger est resté limité. La proximité entre le pouvoir politique et le pouvoir économique et financier est médiatisée par l'Association des organisations et confédérations patronales (AZZZ), dont beaucoup de dignitaires – comme ceux du HZDS – sont d'anciens membres du parti. Plusieurs membres du gouvernement Meciar appartiennent également à l'AZZZ. En retour, de puissants industriels financent le parti au pouvoir.⁴ Le gouvernement a également encouragé le rachat des grandes banques d'État par les entreprises industrielles, dans le but de constituer de solides groupes industriels et financiers, mais cette tentative a été contrée par l'opposition parlementaire. Le géant de la sidérurgie VSZ a néanmoins acquis 40% du capital de la troisième banque du pays IRB. De plus, l'État reste propriétaire d'une part significative du capital des grandes entreprises. Les relations politico-économiques entre les entreprises, les banques et l'État, assurent aux grandes entreprises un accès au crédit bancaire avec le soutien de l'État. En

4. Cette proximité entre pouvoir politique et économique existe également en République tchèque, de manière atténuée.

conséquence, les grandes banques d'État sont menacées par la proportion élevée de créances douteuses dans leur portefeuille. De plus, le nombre de faillites est resté limité, alors qu'un grand nombre d'entreprises enregistrent des pertes. Dans ces conditions, la restructuration des entreprises s'arrête souvent au redéploiement des capacités de production et aux licenciements. L'importance de la consommation d'énergie du pays et la spécialisation de l'économie en témoignent. Le dynamisme des exportations slovaques repose sur une compétitivité-prix soutenue par de faibles coûts salariaux et sur une gamme étroite de produits (produits sidérurgiques, chimiques, machines, matériel de transport, textiles, bois, papier, ciment, verre, caoutchouc). Exportations et investissement public (financé par l'augmentation de la dette extérieure) constituent les moteurs de la croissance du pays depuis plusieurs années mais sa durabilité dépendra de sa capacité à restructurer plus avant les entreprises pour rester compétitives, dans un contexte d'appréciation de la monnaie nationale, et à exporter des produits plus élaborés.

La présence de l'État apparaît également dans le niveau élevé de redistribution du revenu, qui contribue sans doute à expliquer la popularité du parti au pouvoir jusqu'en 1998. La couverture du régime de protection sociale est étendue mais le niveau des prestations individuelles reste faible. En conséquence, le taux de pauvreté est réduit en Slovaquie. Mais en contrepartie, le niveau des cotisations sociales est élevé⁵ et les transferts sociaux pèsent sur les finances publiques, de même que l'aide financière aux entreprises et aux banques. La présence d'un double déficit public et courant depuis 1996 rend probable un ajustement sévère, évité jusque-là grâce à une politique macro-économique prudente, comme ce fut le cas pour ses voisins hongrois et tchèque. C'est la tâche ingrate et peu profitable en termes électoraux qui attend le nouveau gouvernement de coalition « anti-Méciar » élu en septembre 1998, qui s'est engagé à résorber les déséquilibres macroéconomiques et à approfondir les réformes structurelles.

Le dernier modèle de capitalisme : le capitalisme post-socialiste émergent

La dernière colonne du tableau 2 (cf. pp. 360-361) rassemble, au niveau d'analyse des « grands types » de capitalismes contemporains, les principaux éléments du capitalisme post-socialiste émergent, pour quatre sous-systèmes caractéristiques d'un système économique, le système productif, le système financier, le compromis socio-économique et l'État. Si l'expression « modèle » est employée, c'est parce que ces spécificités semblent à même de se maintenir à moyen terme et au-delà de marquer l'évolution future des économies qu'il représente. En outre, d'autres pays sont susceptibles d'être rattachés à ce modèle,

5. Elles représentaient 50% des revenus du travail en 1996.

la Slovénie, la Croatie et les États baltes, et à moyen terme, peut-être certains pays d'Europe du sud-est (Roumanie, Bulgarie).

Dans la plupart des économies d'Europe centrale, émerge, au cours de la première moitié des années quatre-vingt-dix, à côté de formes plus classiques, une structure originale de propriété du capital, avec des frontières floues entre propriété publique et propriété privée. Elle réunit de multiples propriétaires, nationaux ou étrangers, pas toujours identifiables, personnes privées (cadres, salariés, hommes politiques), banques, entreprises, organismes d'État, fonds d'investissement. Les relations entre partenaires sont parfois croisées, notamment entre banques et entreprises.⁶ Ces nouveaux liens de propriété recourent parfois d'anciennes alliances entre acteurs forgées dans l'ancien système socialiste. Cette structure de détention du capital est généralement associée aux grandes entreprises de l'industrie lourde, dont la plupart ont été transformées en holdings depuis 1990. Elle tend à affaiblir la « gouvernance » des firmes.

Les réseaux jouent désormais un rôle important dans l'organisation de l'activité économique en Europe centrale et orientale post-socialiste, à côté du développement concurrent et complémentaire des relations de marchés. Ils sont souvent sous-tendus par les relations de propriété précédemment mentionnées. Réseaux industriels, associant les unités de production au sein d'un holding et, parfois, des entreprises du secteur privé naissant et du secteur informel. Il s'agit sans doute de vestiges des relations hors-plan dans le système socialiste, alors nécessaires pour lutter contre l'incertitude de l'approvisionnement et gagner des marges de manœuvre par rapport aux autorités centrales. Réseaux de financement, impliquant les grandes banques et l'État, facilitant l'accès au crédit pour les entreprises qui en sont membres, évinçant les autres. Réseaux illégaux à orientation mafieuse, cherchant à profiter des nouvelles opportunités offertes par l'économie de marché.

Héritage du passé, le système productif reste fragmenté entre un petit nombre de puissants groupes dans l'industrie lourde, plus ou moins privatisés et restructurés, un tissu peu dense de petites et moyennes entreprises privées, une prolifération de micro-entreprises privées plus ou moins légales. Les performances des firmes sont généralement variables d'un secteur à l'autre et d'une entreprise à l'autre au sein d'un même secteur et généralement accrues avec la participation de capitaux et de compétences étrangers. L'insertion dans les échanges internationaux repose principalement sur l'exportation de produits semi-finis, de produits agro-alimentaires, de ressources naturelles et de certains produits manufacturés (matières premières, produits métallurgiques, chimiques, agro-alimentaires, machines et matériel de transport, textile, bois, papier, etc.). Elle reflète un redéploiement des capacités de production existantes, signe d'une

6. Dans la littérature, cette forme de propriété a été appelée « propriété recombinaisonnée » par Stark (1996) et « propriété enchevêtrée » par Chavance et Magnin (1996).

restructuration plutôt défensive des entreprises mais en voie d'approfondissement. L'économie informelle représente une part significative du PIB.

Le système financier reste dominé par le poids des banques dans le financement de l'économie, les marchés financiers restant embryonnaires et instables. Le secteur bancaire est peu concurrentiel et segmenté, les marchés du crédit et des dépôts étant concentrés entre les mains de quelques grandes banques, généralement publiques mais destinées à être privatisées rapidement, issues de l'éclatement de l'ancienne monobanque socialiste. Elles sont généralement plus enclines à financer les grandes entreprises (avec le soutien de l'État), qui représentent leurs principaux débiteurs et dont elles détiennent parfois une partie du capital – quand il ne s'agit pas de la situation inverse –, au détriment des petites et moyennes entreprises privées nouvellement créées, qui doivent se contenter de l'auto-financement et de l'évasion fiscale pour financer leur croissance. La situation financière des grandes banques, souvent grevée, au cours des années 1990, par un montant important de créances douteuses sur les grandes entreprises, et la faillite de petits établissements tendent en outre à fragiliser la confiance des agents dans le système bancaire.

Le nouveau compromis socio-économique post-socialiste, indispensable à la poursuite de la transformation, combine désormais logique marchande et non marchande. L'emploi n'est plus « garanti » mais le salaire reçu en échange du travail fourni donne désormais accès à une consommation diversifiée et de qualité, stimulée par la croissance des salaires réels, l'ouverture aux produits occidentaux et parfois le crédit à la consommation. Toutefois, au-delà de l'acceptation relative des nouvelles règles du jeu, salariés et managers des grandes entreprises sont souvent amenés à s'entendre, d'une manière plus ou moins implicite, avec le soutien des syndicats locaux, afin d'éviter des licenciements collectifs et obtenir de l'État un desserrement de la contrainte budgétaire de l'entreprise. Une participation des salariés et des anciens cadres au capital de l'entreprise et une couverture sociale relativement étendue⁷ complètent l'institutionnalisation d'une forme de compromis socio-économique post-socialiste.

Quant aux « négociations collectives », elles reposent généralement sur un régime à deux niveaux, la création d'une instance « tripartite » au niveau national, dominée par l'État car les confédérations syndicales sont généralement divisées et affaiblies au sortir du socialisme et les organisations patronales encore embryonnaires, et l'existence dans certains cas de négociations au niveau de l'entreprise médiatisées par les syndicats locaux.

7. Les départs en retraite anticipée ou non et les pensions d'invalidité ont notamment été largement utilisés pour éviter les licenciements secs.

Tableau 2 : Une typologie des capitalismes européens contemporains
Voir *Annexe*

Enfin, le rôle de l'État dans l'activité économique reste important. La part du secteur public dans le PIB est supérieure à la plupart des pays de l'OCDE. L'emploi dans le secteur public est également important et l'appareil administratif surdimensionné. L'État est également le principal acteur du « pseudo-tripartisme » post-socialiste. Le paternalisme de l'État, une des caractéristiques fondamentales de l'économie socialiste d'après J. Kornai (1984), bien qu'ayant considérablement diminué, n'a pas disparu pour autant au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Envers les entreprises, il se traduit par diverses formes d'aides accordées aux grandes firmes industrielles et financières en difficulté (garanties de crédit, subventions, annulation des dettes, préférences fiscales, mesures protectionnistes, voire parfois rachat de la firme, etc.) qui tendent à relâcher leur contrainte budgétaire. Les relations de propriété entre entreprises, banque et État, renforcent cette tendance et les faillites de grandes entreprises restent limitées. Envers les ménages, le paternalisme de l'État se traduit par le maintien d'une couverture sociale, relativement étendue pour des pays à revenu intermédiaire, mais en voie d'affaiblissement sous le poids des contraintes budgétaires. En contrepartie, la pression fiscale est importante, notamment sur les salaires, dans un contexte de faible discipline fiscale, une caractéristique héritée du système socialiste.

Le capitalisme post-socialiste émergent est également marqué par une relative proximité entre le pouvoir politique et les milieux industriels et financiers, généralement héritée de relations personnelles forgées dans l'ancien régime entre membres du Parti ou entre dissidents⁸.

2. CAPITALISMES POST-SOCIALISTES ÉMERGENTS ET CAPITALISMES OCCIDENTAUX : ESSAI DE COMPARAISON

Dès l'instant où l'on émet l'hypothèse optimiste d'un rapprochement entre les économies du centre-est européen et celles de l'Union européenne même sur un horizon temporel incertain, deux principaux pôles d'attraction se dégagent, le capitalisme étatique et le capitalisme anglo-saxon (tableau 2). En effet, de multiples forces, parfois contraires, notamment l'héritage du système socialiste, la pression des organisations internationales et la volonté de rejoindre l'Union européenne, semblent orienter les capitalismes émergents dans ces deux directions. Ceci étant, quelques précautions s'imposent. Loin de nous l'idée de rétablir une perspective déterministe dans la transformation post-socialiste, « path-dependence » et innovations institutionnelles et organisationnelles étant

8. Cette proximité entre les pouvoirs politiques et économiques est beaucoup moins développée qu'en Russie, mais elle n'en est pas moins présente.

susceptibles de produire des modèles relativement originaux. Il est entendu également que le niveau du PIB par habitant en Europe centrale est encore loin de la moyenne ouest-européenne.⁹ Dès lors, il ne s'agit ici que d'envisager des scénarios d'évolution, qu'indiquent les contraintes de sentier. Néanmoins les forces mimétiques évoquées ci-dessus, de même qu'une culture commune, rendent probables l'émergence de variantes inédites certes et sans doute à revenus plus faibles, mais apparentées aux capitalismes occidentaux contemporains.

Quelle diversité des capitalismes occidentaux ?

Plus le niveau d'abstraction théorique est élevé, plus le capitalisme apparaît comme un système unique, défini par un certain nombre de caractéristiques et de mécanismes fondamentaux communs, susceptibles de faire l'objet, à juste titre, d'une réflexion de fond (monnaie, crédit, salariat, accumulation du capital, etc.). Toutefois, certaines représentations schématiques pèchent parfois par excès de simplification, par exemple lorsque le capitalisme est défini par la seule combinaison du marché et de la propriété privée. En fait, la prise en compte de la diversité des formes que revêt le système capitaliste dans le monde réel, à une époque et dans un pays donnés, suppose que soient remplies au moins deux conditions. En premier lieu, il est indispensable d'opérer un rapprochement en direction du réel en glissant vers un niveau d'abstraction intermédiaire entre théorie pure et faits stylisés. Il faut préciser, qu'à ce niveau intermédiaire d'abstraction, les différentes formes de capitalisme sont néanmoins suffisamment éloignées du réel pour représenter plusieurs pays et rendre intelligible la réalité. En second lieu, il paraît tout aussi essentiel d'intégrer les dimensions institutionnelle et organisationnelle dans l'analyse. En effet, les institutions formelles et informelles, les organisations et les modes de coordination, témoignent d'une relative variété dans le temps et dans l'espace à la source de la diversité des économies capitalistes et de leurs performances macroéconomiques. Un échantillon de telles spécificités nationales est présenté dans le tableau 2¹⁰.

9. D'après l'OCDE, le PIB par habitant de la Pologne en 1995 ne représentait qu'environ 15% de la moyenne de l'UE. Les prévisions optimistes, qui extrapolent un taux de croissance annuel de 5% du PIB réel (en dollars PPA) en Pologne et de 2,5% dans l'UE, estiment, dans cette hypothèse, à environ 40 ans la durée nécessaire pour rattraper le niveau de vie ouest-européen.

10. Traditionnellement, la théorie économique d'inspiration néo-classique sous-estime le rôle des institutions, ce qui conduit parfois à une confusion entre niveaux d'abstraction dans l'analyse, par exemple à un passage un peu rapide du niveau générique du système économique à celui de la variété de ses formes concrètes. Ainsi, J. Sachs (1993, p. 5), un des principaux experts internationaux sur les économies en transition, explique que « les économies d'Europe de l'Ouest partagent un noyau commun d'institutions capitalistes... Le problème du choix entre différents sous-modèles – l'État-providence scandinave, le Thatcherisme, l'économie sociale de marché allemande – peut être reporté à plus tard, une fois le noyau institutionnel adopté ». Or l'adoption de mesures concrètes (le « noyau institutionnel ») résulte du deuxième niveau et non du premier.

La diversité des capitalismes est aujourd'hui reconnue par de nombreux auteurs¹¹. En dépit de la large gamme des critères adoptés (caractéristiques du système financier, formes de la propriété des moyens de production, État versus marché, systèmes de valeurs, caractéristiques du rapport salarial, types d'entreprises, spécialisation internationale, etc.), la plupart des travaux, qu'ils aient été réalisés par des économistes¹², des politologues ou des sociologues, aboutissent à des résultats analogues, c'est-à-dire à l'identification de quelques types-idéaux, de quelques grandes formes contemporaines de capitalisme. Nous retiendrons ici la typologie suivante, comprenant les capitalismes anglo-saxon, étatique, social-démocrate, rhénan, auxquels on peut ajouter le capitalisme est-asiatique.¹³ Le tableau 2 rassemble un grand nombre de ces éléments de manière synthétique (à l'exception du modèle asiatique). Il présente néanmoins une vision statique de la diversité des capitalismes européens, photographiés à un moment donné du temps, en l'occurrence entre les années cinquante et quatre-vingt. Mais ces modèles évoluent et se transforment de façon continue au cours du temps. Par exemple le capitalisme étatique à la française a beaucoup évolué depuis les années cinquante et le modèle social-démocrate est entré en crise dans les années quatre-vingt. Toutefois, un certain nombre de caractéristiques fondamentales demeurent en raison des contraintes de sentier. La tradition étatique française par exemple ne prend pas sa source dans la sortie de la deuxième guerre mondiale. Il faudrait remonter plus loin dans le passé, au colbertisme ou à Philippe le Bel pour cerner ses premiers développements. De même, la méfiance vis-à-vis de l'État et l'apologie de la liberté individuelle très présentes dans le modèle anglo-saxon peuvent être sans doute associées à l'histoire des premiers colons américains, dont beaucoup fuyaient les régimes totalitaires du vieux continent (Vernon, 1991).

En schématisant, le capitalisme anglo-saxon, caractéristique des pays développés de langue anglaise, apparaît par exemple dominé par le rôle des marchés dans l'organisation des relations économiques, non seulement dans les systèmes productif et financier, mais aussi sur le marché du travail et dans la sphère de l'État (recherche, éducation, santé, fiscalité, protection sociale, etc.).

Si l'on adopte un régime fiscale « capitaliste », il faut bien choisir concrètement les modalités d'imposition, le niveau de chaque prélèvement, etc., par exemple entre une fiscalité « à la française » ou sur le modèle britannique. De plus, si les mesures économiques proposées sont élaborées sur la base d'une conception très abstraite du capitalisme, au contenu informationnel relativement pauvre, elles risquent fort de produire des effets indésirés.

11. On peut se reporter par exemple à Aglietta (1995) ; Albert (1991) ; Boyer (1993, 1996ab) ; Crouch, Streeck (1996) ; Esping-Andersen (1990) ; Farnetti, Warde (1997) ; Groenewegen (1997) ; Grosfeld (1994) ; Magnin (1996b) ; Vernon (1991) ; Krause (1991) ; Kogut (1991) ; Marer, Zecchini (1992) ; Pekkarinen *et al.* (1992), etc.

12. Il faut souligner ici la place importante de l'école de la régulation dans ces travaux (Boyer, 1986 ; Boyer, Saillard, 1995 ; Boyer, 1996a).

13. Dans la littérature, la distinction entre le modèle étatique, rhénan et social-démocrate n'est pas faite par tous les spécialistes. Certains regroupent ces trois variantes dans un modèle unique, le modèle « européen » (c'est-à-dire continental et occidental).

Liberté individuelle et sens de la compétition sont des valeurs fondamentales de ces sociétés. Dynamisme, innovation, flexibilité et adaptation sont les points forts de ce modèle. Développement des inégalités, préférence pour le court terme et insuffisance des équipements collectifs sont à mettre du côté des faiblesses. Le capitalisme étatique des pays du sud-ouest européen privilégie quant à lui le rôle de l'État et des interventions publiques pour réguler l'organisation de l'activité économique, du système productif au « marché » du travail. Égalité et solidarité sont les valeurs portées par le modèle. Celui-ci souffre d'une relative rigidité à court terme mais témoigne d'un avantage relatif dans le développement des secteurs liés aux infrastructures collectives (transport, aéronautique, armement, etc.) sous la houlette de l'État.

Seules certaines formes de capitalisme contemporain (celles qui sont présentées dans le tableau 2) ont été retenues dans le cadre de la présente contribution. Plusieurs raisons justifient une telle sélection. Premièrement, ces formes ont elles-mêmes servi de modèles aux pays d'Europe du centre-est pour mener leurs réformes (référence explicite à « l'économie sociale de marché » allemande, imitation de la législation, etc.). Deuxièmement, la perspective d'intégration dans l'Union européenne et, dès lors, la nécessité d'adopter « l'acquis communautaire », la proximité géographique et culturelle, les liens historiques, expliquent le choix de capitalismes européens. Troisièmement, ces modèles ont connu d'importantes transformations après-guerre qui ont souvent été comparées à l'expérience de la transition post-socialiste¹⁴. Quatrièmement, le capitalisme est-asiatique (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour), dont les spécificités ont été identifiées par de nombreux auteurs, n'a pas été retenu dans l'analyse. Il semble en effet un modèle peu vraisemblable pour les pays d'Europe centrale. Les institutions formelles et informelles caractéristiques du modèle est-asiatique paraissent bien difficiles à imiter (tradition confucianiste, rapport salarial original, etc.).¹⁵ Parmi les capitalismes occidentaux contemporains vers lesquels pourraient évoluer les capitalismes post-socialistes émergents, le modèle étatique et le modèle anglo-saxon semblent les plus vraisemblables, pour les raisons que nous allons préciser maintenant.

14. Les expériences de l'Espagne dans les années soixante-dix et de la France des années cinquante ont ainsi été comparées au processus de transition en Europe centrale (Marer, Zecchini, 1992 ; Dornbusch et al., 1993). La Pologne partage par exemple avec l'Espagne certaines caractéristiques comme la taille du pays et le poids de l'agriculture.

15. R. Boyer (1993) estime que le modèle asiatique peut être mis en rapport avec le cas russe, où la grande entreprise joue un rôle central dans l'économie. Toutefois, si les groupes industriels et financiers russes (Magnin, 1999a) présentent certaines similarités organisationnelles avec les grands groupes asiatiques, certains éléments institutionnels essentiels tels que, la culture d'entreprise et le management « à la japonaise », leur font défaut. Dans tous les cas, l'expérience russe dépasse le cadre de la présente contribution, de par ses spécificités.

Une certaine affinité avec le capitalisme étatique ?

Le capitalisme post-socialiste émergent témoigne d'une certaine affinité avec le capitalisme étatique des pays du sud de l'Europe occidentale (France, Italie, Espagne). La raison principale doit être recherchée à l'évidence dans l'importance historique de l'intervention de l'État dans l'activité économique en Europe de l'Est, susceptible de marquer durablement l'évolution des économies en transition. Plusieurs points de rencontre apparaissent effectivement.

Premièrement, l'État reste le principal régulateur de l'activité économique en Europe centrale. Ses interventions dans la sphère productive sont multiples et le processus de privatisation progresse souvent lentement. En Pologne par exemple, le nombre d'entreprises de grande taille entre les mains de l'État est encore appréciable. Trois quarts des plus grandes entreprises polonaises, par le chiffre d'affaires, appartenaient à l'État en 1998. De même, en République tchèque, l'État reste un propriétaire important des moyens de production du pays, malgré la privatisation de masse. En Slovaquie, il détient des participations significatives dans la plupart des grandes entreprises industrielles. En Hongrie, la persistance de l'influence de l'État prend une forme plus indirecte depuis 1995, la détention d'un grand nombre d'actions stratégiques dans plusieurs secteurs (énergie, télécommunications, agro-alimentaire, produits manufacturiers). Mais, l'État intervient également pour soutenir les grandes entreprises en difficulté. En Pologne, c'est l'État qui impulse la restructuration des grandes entreprises publiques dans le cadre de programmes sectoriels, en créant des holdings dans les secteurs minier, sidérurgique ou pharmaceutique par exemple. Il organise également la restructuration financière des banques et des entreprises. En République tchèque, l'État se veut le garant de la « tradition industrielle tchèque », qu'il protège jusqu'en 1998 des prises de participation étrangères et de la faillite. Mais l'État intervient également pour réguler les marchés dans les pays en transition. Les prix de l'énergie, des loyers, des médicaments, des transports publics, sont généralement contrôlés même si la tendance est au relâchement graduel de ces contrôles. Les gouvernements sont en outre prompts à rétablir des barrières tarifaires et non tarifaires aux importations.

Deuxièmement, les pays d'Europe centrale restent très attachés à l'économie informelle (entre 15 et 30% du PIB selon les pays), une des caractéristiques du capitalisme étatique, contrepartie semble-t-il du poids de l'État, notamment dans le cadre du régime de redistribution (pression fiscale et niveau de protection sociale élevés). Ces pays ont connu également un développement rapide des petites et moyennes entreprises privées, peu représentées avant 1989, qui tendrait à rapprocher ces économies du modèle franco-italien.

Troisièmement, les valeurs auxquelles sont traditionnellement attachées les sociétés post-socialistes entrent en résonance avec celles qui sont mises en avant dans le capitalisme étatique, solidarité et égalité. Ainsi, les populations ne sont pas prêtes à renoncer à la protection que leur offre un État-Providence relativement développé. Sur ce point, le modèle hongrois présentait une spécificité qui aurait pu orienter sa trajectoire vers une forme de capitalisme social-démocrate émergent. En effet, le niveau de redistribution du revenu était particulièrement élevé dans la première moitié des années 1990, comme l'a souligné J. Kornai (1996). De plus, une tradition de négociations salariales tripartites et centralisées, quoique limitées, existait dans le pays depuis 1988 et de nombreux conflits sociaux avaient pu être résolus au sein du « Conseil de conciliation des intérêts ». Toutefois, cette tendance fut interrompue en 1995.

Quatrièmement, l'État est un acteur-clé des négociations collectives entre représentants des intérêts sociaux. En Pologne, c'est l'État qui tente de concilier les intérêts sociaux, devant la division et l'affaiblissement des syndicats et le caractère embryonnaire des organisations patronales, dans le cadre d'un pacte social national. De même en République tchèque, les syndicats, ayant perdu leur légitimité en tant qu'alliés du parti unique dans l'ancien système socialiste, et les organisations patronales étant peu développées, l'État reste le principal acteur du « pseudo-tripartisme » à la tchèque. En Slovaquie, c'est également l'État qui soutient le compromis socio-économique à l'aide d'une politique économique et sociale relativement accommodante.

Finalement, les interférences entre les pouvoirs politique, bureaucratique et économique en Europe centrale ne sont pas non plus sans rappeler le capitalisme étatique. Au niveau du secteur bancaire et financier par exemple, cette proximité se traduit par une moindre autonomie ou une « pseudo-indépendance » de la banque centrale et l'exercice de pressions sur les principales banques, généralement publiques (à l'exception notable de la Hongrie), pour qu'elles continuent d'accorder des crédits aux grandes entreprises, quand il ne s'agit pas de pratiques collusoires entre entreprises, banques et représentants de l'État. Sur ce terrain, la prédominance de l'intermédiation bancaire et le sous-développement des marchés financiers en Europe centrale représentent des tendances durables qui renvoient dans une certaine mesure au capitalisme étatique ouest-européen du début des années 1980.

En revanche, la spécialisation internationale des pays d'Europe centrale apparaît relativement différente de celle des capitalismes étatiques (tableau 2). Elle reflète semble-t-il le retard technologique de ces économies et le poids de l'industrie lourde hérité du système socialiste.

Tous les chemins mènent-ils au capitalisme anglo-saxon ?

Si l'héritage historique du socialisme pourrait orienter les capitalismes post-socialistes émergents vers une forme de capitalisme étatique « dépendant du chemin », d'autres forces tendent au contraire à l'en éloigner. Les forces qui s'opposent à cette évolution semblent encourager, par là-même, un rapprochement vers le capitalisme anglo-saxon. En effet, plusieurs décennies de monopartisme et de pouvoir bureaucratique ont fortement entamé la légitimité de l'État dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale au sortir du régime communiste. De plus, la plupart des économies en transition rencontrent des difficultés budgétaires, susceptibles de s'aggraver avec le progrès des réformes structurelles, la restructuration des entreprises, l'accroissement du chômage et des besoins sociaux, la dépollution de l'environnement, etc. Alors qu'à l'ouest, le modèle social européen est en crise et est revu à la baisse en attendant les réformes de fond. Les pressions des organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale) dans le sens d'une libéralisation accrue des marchés des biens et services et du travail, en contrepartie d'une assistance financière souvent indispensable, représente également une force puissante. Enfin, le mouvement mondial actuel vers une globalisation accrue tend, de même, à pousser les économies en transition vers le capitalisme anglo-saxon. Sans compter l'attraction exercée par le modèle américain (société de consommation, réussite et liberté individuelles, faible chômage, etc.) sur des populations ayant connu une longue période de privations économiques et politiques. Toutefois, l'individualisme et l'esprit de compétition ne sont pas encore des valeurs bien établies dans les sociétés post-socialistes, même si elles ont opéré une percée remarquable depuis dix ans. Seulement quelques tendances dans la direction du modèle anglo-saxon ont pu être observées dans les pays étudiés à la fin des années quatre-vingt-dix.

Depuis 1995 par exemple, la trajectoire hongroise connaît une inflexion marquée en direction du modèle anglo-saxon. Trois points retiennent l'attention. Premièrement, une accélération de la privatisation soutenue par l'afflux de capitaux étrangers conduit à un retrait plus important de l'État dans l'économie, jusque dans les services traditionnellement publics (eau, gaz, électricité). Deuxièmement, une réforme du régime de protection sociale a été engagée, destinée à revoir à la baisse l'État-Providence (relèvement de l'âge de la retraite, « marchésisation » du régime de retraites, allocations familiales plus ciblées). Troisièmement, le programme d'austérité adopté en 1995, la baisse des salaires réels et la réforme de la protection sociale, ont porté un coup sévère au tripartisme à la hongroise, qui est de fait considérablement affaibli.

La République tchèque a affiché au début des années quatre-vingt-dix sa volonté d'adopter les bases du modèle anglo-saxon, en choisissant une stratégie qui se voulait plus centrée qu'ailleurs sur le développement des marchés et de la

concurrence (Klaus, 1990). Il semble cependant que la greffe de ce modèle ait été rejetée par le système socio-économique tchèque. Toutefois, les difficultés économiques rencontrées en 1997 et le programme de stabilisation adopté la même année, comprenant notamment une baisse des dépenses publiques et une accélération de la privatisation, pourraient marquer également une certaine inflexion vers le capitalisme anglo-saxon, même si les signaux émis par le nouveau gouvernement élu en 1998 restent encore ambigus.

De même, les contraintes budgétaires incitent désormais la Pologne, suivant en cela la Hongrie, à revoir à la baisse son régime de protection sociale, ce qui se traduit notamment par une volonté d'introduire une dose supplémentaire de marché dans le régime des retraites et par une détérioration du système de soins et l'émergence d'un régime de santé à plusieurs vitesses. Cette évolution n'est pas sans rappeler un des inconvénients du capitalisme anglo-saxon, le relatif sous-investissement dans les services publics. Quant à la Slovaquie, peu d'éléments, si ce n'est l'inflexion de la politique du nouveau gouvernement en 1999, semblent pour l'instant l'orienter vers le modèle anglo-saxon.

CONCLUSION

Système unique à un certain niveau d'abstraction, le capitalisme apparaît varié dans ses formes concrètes dans le temps et dans l'espace. La transformation post-socialiste contribue à élargir cette diversité, comme en témoignent les trajectoires nationales en Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. Ces dernières présentent néanmoins des similitudes qui décrivent un capitalisme post-socialiste émergent au centre-est de l'Europe et sans doute dans les pays baltes. Toutefois, l'héritage du passé, les contraintes imposées par le présent et la perspective d'adhérer à l'Union européenne dans un proche avenir, tendent à rendre les sentiers d'évolution plus étroits et à attirer les économies d'Europe centrale vers deux modèles très différents de capitalisme contemporain, le capitalisme étatique et le capitalisme anglo-saxon. Si les tendances étatiques persistent, les pays d'Europe centrale et orientale (hors CEI) pourraient contribuer à renforcer le poids du capitalisme étatique dans le monde. Dès lors, dans la compétition entre capitalismes, chère à M. Albert (1991), l'alternative au dynamique modèle anglo-saxon ne serait plus seulement le capitalisme « rhénan » ou germano-nippon, affaibli par la réunification d'un côté et par la crise du sud-est-asiatique de l'autre, mais également le capitalisme étatique aujourd'hui décrié, dans une version sans doute plus « flexible ».

À moins que, de cette combinaison de forces contradictoires, n'émerge un capitalisme hybride inédit et « dépendant du chemin », venant rejoindre à terme, dans le scénario le plus favorable, la grande famille des capitalismes développés.

Bibliographie

- AGLIETTA M. (1995), *Macroéconomie financière*, Repères, n° 166, La Découverte, Paris.
- ALBERT M. (1991), *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, Paris.
- BARTOLI H. (1991), *L'économie multidimensionnelle*, Economica, Paris.
- BOYER R. (1993), « La grande transformation de l'Europe de l'Est : une lecture régulationniste », Document de travail n° 9319, Cepremap, mars.
- BOYER R. (1996a), « Le capitalisme étatique à la française à la croisée des chemins », in C. Crouch et W. Streeck (eds.).
- BOYER R. (1996b), « The Seven Paradoxes of Capitalism... Or is a Theory of Modern Economies still Possible ? », Document de travail n° 9620, Cepremap.
- BOYER R., Saillard Y. eds. (1995), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- BRUS W. (1986), *Histoire économique de l'Europe de l'Est (1945 - 1985)*, La Découverte, Paris.
- CHAVANCE B. et MAGNIN É. (1996), « L'émergence d'économies mixtes "dépendantes du chemin" dans l'Europe centrale post-socialiste » in R. Delorme (ed.), *À l'Est du nouveau : changements institutionnels et transformations économiques*, coll. Pays de l'Est, L'Harmattan, Paris.
- CHAVANCE B. et MAGNIN É. (1997), « Trajectoires post-socialistes et capitalismes occidentaux », in J.-P. Faugère et al. (eds.), *Convergence et diversité à l'heure de la mondialisation*, Economica, Paris
- CROUCH C., STREECK W. ed. (1996), *Les capitalismes en Europe*, La Découverte, Paris.
- DORNBUSH R., NOLLING W. et LAYARD R. eds. (1993), *Postwar Economic Reconstruction and Lessons for the East Today*, The MIT Press, Cambridge, USA/London.
- EBRD, *Transition report*, rapport annuel, diverses années, European Bank for Reconstruction and Development, London.
- ELLMAN M. (1994), « Transformation, depression and economics : some lessons » *Journal of Comparative Economics*, 19 (1), August.
- ESPING-ANDERSEN G. (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Polity Press, Cambridge.
- FARNETTI R., WARDE I. (1997), *Le modèle anglo-saxon en question*, coll. Economie poche, Economica, Paris.

- GROENEWEGEN J. (1997), « Institutions of capitalisms : American, european, and japanese systems compared », *Journal of Economic Issues*, vol. XXXI, n°2, June.
- GROSFELD I. (1994), « Financial systems in transition : Is there a case for a bank based system ? », *Discussion Paper*, n° 1062, November, CEPR, London.
- HAMPDEN-TURNER C., TROMPENAARS F. (1994), *The Seven Cultures of Capitalism*, Piatkus, London.
- HOLLINGSWORTH J. R., SCMITTER P. C. and STREECK W. eds. (1994), *Governing Capitalist Economies : Performance and Control of Economic Sectors*, Oxford University Press, Oxford.
- KEEGAN W. (1992), *The Spectre of Capitalism : The Future of the World Economy after the Fall of Communism*, Radius, London.
- KLAUS V. (1990), « Y a-t-il une troisième voie », *Le Débat*, n° 59, mars-avril.
- KOGUT B. (1991), « Two faces of US capitalism », *International Economic Insights*, vol. II, n° 6, nov.-dec.
- KORNAI J. (1992), *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Clarendon Press, Oxford.
- KORNAI J. (1997), « Régler la facture du communisme du goulash. Le développement et la macro-stabilisation de la Hongrie dans une perspective d'économie politique », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 28, n° 1.
- KOWALIK T. (1992), « Can Poland afford a swedish model ? Social contract as the basis for systemic transformation », texte présenté à la conférence « Post-Socialism : Problems and Prospects », Ambleside, Cumbria, July 3-6.
- KRAUSE L. B. (1991), « Japanese capitalism : a model for others ? » *International Economic Insights*, vol. II, n° 6, novembre-décembre.
- MAGNIN É. (1996a), « Complexité et trajectoire tchèque de transformation économique post-socialiste », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n° 1.
- MAGNIN É. (1996b), « Les trajectoires de transformation post-socialiste en Europe centrale (Hongrie, Pologne, République tchèque) : Institutions, évolution, complexité », thèse de doctorat, Université Paris I, à paraître aux éditions L'Harmattan.
- MAGNIN É. (1999a), *Les transformations économiques en Europe de l'Est depuis 1989*, Dunod, Paris.
- MAGNIN É. (1999b), « Propriété et crédit en Europe post-socialiste : les expériences hongroise et tchèque (1989-1998) », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 29, n° 2.
- MARER P., ZECCHINI S. (1992), « Lessons from Market Economies », in P. Marer, S. Zecchini (eds.), *La transition vers une économie de marché*, vol. I, ch. 3, OCDE, Paris.

- NORTH D. (1990), *Institutions, Institutional Changes and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge.
- OCDE (1994), *Etudes économiques de l'OCDE. Les Républiques tchèque et slovaque*, CCET, OCDE, Paris.
- OCDE (1995, 1997, 1999), *Etudes économiques de l'OCDE. Hongrie*, CCET/OCDE, Paris.
- OCDE (1996, 1998), *Etudes économiques de l'OCDE. La République Tchèque*, CCET/OCDE, Paris.
- OCDE (1996, 1999), *Etudes économiques de l'OCDE. Slovaquie*, CCET/OCDE, Paris.
- OCDE (1996, 1998), *Etudes économiques de l'OCDE. Pologne*, CCET/OCDE, Paris.
- PEKKARINEN J., POHJOLA M. et ROWTHORN B. eds. (1992), *Social Corporatism : A superior Economic System ?*, Clarendon Press, Oxford.
- Sachs J. (1993), *Poland's Jump to the Market Economy*, The MIT Press, Cambridge/London.
- STANISZKIS J. (1991), « « Political capitalism » in Poland », *East European Politics and Societies*, vol. 5, n° 1, Winter.
- STARK D. (1992), « Path Dependence and Privatization Strategies in East Central Europe », *East European Politics and Societies*, vol. 6, n° 1, Winter.
- STARK D. (1996), « Recombinant Property in East European Capitalism », *American Journal of Sociology*, vol. 101, n° 4, January.
- THUROW L. (1992), *La maison Europe – superpuissance du XXI^e siècle*, Calmann-Lévy, Paris.
- UNECE, *Economic Survey of Europe*, Rapport annuel, diverses années, Economic Commission for Europe, United Nations, New York/Geneva.
- VERNON R. (1991), « The many flavors of capitalism », *International Economic Insights*, vol. II, n° 6, nov.-dec.